

GEOFORUM 93

A la découverte des pauvretés et exclusions
Regards croisés

GA N° 14-15



réédition MAGEO - GIP RECLUS.

d'après une photo d'Annik Frantz

14-15 mai 1993

G É O G R A P H E S
A S S O C I É S

1^{er} Semestre 1994

140 F

DU REGARD À LA PAROLE¹

ETHNOGRAPHIE DE LA PAUVRETÉ :

UN RETOUR EN ARRIÈRE (1980-1993)

JEAN FRANÇOIS LAÉ

Professeur de sociologie
Université Paris VIII-Saint-Denis

ANNICK MADEC

Allocataire de recherche

NUMA MURARD

Professeur de sociologie
Université Paris VII-Jussieu

Groupe de recherche et d'analyse du social et de la sociabilité, IRESO, CNRS

Pour connaître la réalité que désigne et recouvre le mot de pauvreté, la recherche, selon nous, doit faire converger deux regards : l'un qui surplombe la ville, observe les déplacements et les concentrations des hommes dans l'espace et le temps, l'autre qui accompagne ces mêmes hommes au ras du sol, raconte la vie aux prises avec l'histoire et avec l'espace. La mise au point de chacun de ces regards, et a fortiori leur accommodation (comme dans une jumelle), constituent une entreprise difficile qu'une seule personne a rarement la capacité de mettre en oeuvre. Ils n'exigent pas les mêmes qualités, le même travail, et ne produisent pas leurs résultats au même rythme. C'est pourquoi ils sont le plus souvent mis en oeuvre par des équipes et des chercheurs différents, qui ne se parlent pas ou peu, qui s'ignorent, et parfois se méprisent. Il n'est pas bien compliqué de montrer, cependant, en précisant la nature de chacun de ces regards, qu'ils ne peuvent rien de bon l'un sans l'autre.

Le regard d'en haut, c'est celui du géographe-historien (ou de l'historien-géo-

graphe, comme l'on voudra). L'unité de temps pertinente est probablement la conjoncture, et l'on attend encore, de ce point de vue, les grandes synthèses et les études locales qui feront le lien entre la conjoncture des trente glorieuses et celle de la récession, qui montreront les conséquences concrètes, humaines, du ralentissement de la croissance, ce grand événement du milieu des années soixante-dix.

L'unité d'espace est certainement la ville, ou plutôt l'agglomération, avec des vues indispensables sur la manière dont cette ville s'inscrit dans les échanges locaux, nationaux et internationaux, réussit à capter les flux de la richesse marchande et de la manne étatique, ou bien au contraire se vide de sa substance au profit d'un autre pôle. Pour user d'une simple métaphore, ce regard a pour objet d'observer la mer qui monte et se retire. La pauvreté, dans notre période de basses-eaux, c'est ce que l'on voit sur la grève. Ce regard est forcément local parce que les eaux ne se retirent pas sur tout le territoire national et encore moins mondial au même rythme. Il y a des

villes qui s'enrichissent dans une conjoncture générale d'appauvrissement et réciproquement. Chaque réalité locale est une histoire cristallisée dans un espace différencié et, de même que chaque port a ses flux, ses hauts-fonds et ses bas-fonds, que les marins connaissent bien, chaque ville a sa pauvreté inscrite dans des espaces résidentiels particuliers. Ce que la mer découvre, c'est seulement ce qu'elle avait provisoirement recouvert. De multiples décalages temporels et spatiaux, dans l'histoire locale du logement social, dans le rythme de l'urbanisation, dans l'histoire économique et l'histoire politique locales, brouillent les effets massifs de la conjoncture, redistribuent en permanence les stratégies résidentielles, font circuler le mistigri de la pauvreté.

Mais nous ne demandons pas seulement au chercheur d'enregistrer des cotes et de mesurer des flux. Il doit nous parler des hommes. Quel est l'intérêt d'une statistique sur la construction pavillonnaire si l'on ne connaît pas l'histoire des hommes qui rêveront ces pavillons, les firent construire et s'en vinrent les habiter? Quelle est la portée des études sur la reconquête bourgeoise des centres-villes si l'on ignore la biographie de ceux qui peuplaient ses taudis et le devenir de ceux qui hantent les studios à colombages et poutres apparentes? A quoi bon une histoire industrielle si les ruines des cités ouvrières restent muettes? Que faire d'une histoire locale du logement social si l'on ne sait pas faire parler le béton? Car le béton parle, il faut seulement avoir l'envie et le courage de lui poser des questions. En effet, ce que le béton dit, c'est ce que le chercheur ressent, il le met donc en face de son ethnocentrisme. C'est pourquoi le regard d'en haut, la vue panoramique, dépend étroitement du regard au ras du sol. Du géographe-historien, nous attendons de la mémoire et des cartes, des cartes de la mémoire, de la visualisation du temps dans l'espace. Et qu'il fasse parler ces cartes. Un simple exemple : en regardant la carte des bénéficiaires du RMI sur une agglomération, rue par rue, on ne voit rien et pour-

tant il y a tout : l'histoire de la rénovation urbaine, l'histoire du logement social, l'histoire économique locale, les politiques d'attribution des HLM et donc l'histoire politique locale etc... qui attendent d'être racontées. Regardons aussi la carte du minimum vieillesse, celle de l'aide sociale à l'enfance, celle du chômage de longue durée, et faisons parler ces cartes.

Le regard dans la fourmillère, au ras du sol, c'est celui de l'ethnologue ou du sociologue, qui observe les situations elles-mêmes; c'est celui du chroniqueur, dont les instruments sont le magnétophone (parfois), le journal de terrain (toujours), et dont les véritables outils sont les sens, l'oeil, l'oreille, l'odorat, le goût, le toucher. Le réel doit être perçu avant d'être pensé, il faut qu'il se passe quelque chose, car les concepts, ou l'analyse, n'ont pas d'autre consistance que celle du réel qu'ils explorent.

Mais voir les gens aux prises avec cet espace et cette histoire, écouter leurs vies, sentir leurs escaliers et leurs appartements, goûter leur café, toucher leurs murs, leurs objets et leur corps, cela suppose et permet l'usage de la parole, donc ça débouche sur une relation. Tous les chercheurs ne sont pas désireux et capables de créer et de faire vivre cette relation qui peut être très coûteuse pour le chercheur autant que pour ceux qu'il étudie, car le réel s'impose souvent par surprise, envahit l'esprit, l'occupe, le marque comme un stigmate, et finalement l'épuise. Le contenu des témoignages apportés par les cinq sens, qui sont la substance de la chronique, dépend de la nature de cette relation.

Donc la connaissance de la pauvreté, sa réalité "scientifique", c'est une traduction de ce que l'on a éprouvé, des perceptions, bref de la relation du chercheur à ses enquêtés et à lui-même. On peut faire l'hypothèse que cette relation elle-même n'est pas indifférente du tout au temps de la conjoncture, à la réalité locale, nationale et internationale, car les changements transforment aussi les

rapports sociaux et ces rapports sociaux incluent le rapport des intellectuels ou des praticiens avec les pauvres.

Nous avons l'intention de développer cette idée mais voulons suggérer auparavant à l'intention des adeptes de ce regard au ras du sol, comme nous l'avons fait symétriquement pour les adeptes du regard d'en haut, que leurs histoires nous intéressent et même nous passionnent à condition et seulement à condition qu'elles acquièrent une dimension universelle, c'est à dire, justement, qu'elles s'inscrivent dans le même espace-temps, dans le même complexe de rapports sociaux que ceux que le géographe-historien décrypte à sa manière.

Sur la convergence de ces deux regards, nous ne voulons plus théoriser maintenant mais seulement tenter une accommodation qui met nécessairement en question notre implication personnelle. Nous ne pouvons démontrer "scientifiquement" l'hypothèse du rapport nécessaire entre les deux regards, parce que ce rapport est noué dans l'expérience et que faire retour sur l'expérience, c'est prendre le risque de céder à une illusion d'optique.

I - L'EXOTISME DES ENCLAVES

Lorsque nous avons commencé à travailler dans les cités de transit, au tout début des années 80, avant même les changements politiques, la pauvreté apparaissait encore comme un reliquat dont la croissance, malgré son ralentissement, devait finir par nous débarrasser². Sans doute certains percevaient-ils confusément que, le flux se retirant, il y avait un risque d'échouement des plus faibles sur les basses eaux, et peut-être même apercevaient-ils déjà quelques crêtes émergées. C'était le cas, par exemple, de René Lenoir, qui avait lancé son cri d'alarme dès 1975 sur les exclus³. Mais la portée de son initiative apparaissait surtout de nature idéologique : c'était une charge déguisée contre l'Etat-Providence⁴. Les échos reçus ne dépassaient guère les limites

du petit monde de l'action sociale et à tous égards la population ainsi constituée, ce conglomérat d'éclopés en tous genres, ne ressemblait en rien à l'annonce d'une modification en profondeur de la structure sociale. On continuait à marcher vers une société de mieux en mieux intégrée où les pauvres subsistaient comme des figures touchantes ou folkloriques d'un passé fondamentalement révolu.

Touchante ou folklorique, ces deux caractères sous-tendent les deux pôles de la relation du chercheur à son objet : *misérabilisme et populisme*. Repérer la distribution des positions n'est pas sans intérêt, mais notre propos ici est plutôt de pointer ce qui les rapproche. Il s'agit de la relation à une chose, à un objet situé en dehors de la réalité sociale ordinaire. Naturellement nous cherchions à échapper au dualisme de ces deux pôles en nous situant dans une construction théorique anti-paupérolologique. On parlait de l'idée que la pauvreté n'était pas le produit de conditions d'existence particulières à décrire et à analyser, mais l'attribut assigné à des populations particulières par les institutions chargées des politiques de lutte contre la pauvreté⁵. La pauvreté était donc dans la structure politique plutôt (ou du moins avant) que d'être dans la structure sociale. Socialement, elle apparaissait comme un artefact, non pas dénué de toute consistance, puisqu'il y avait bien des gens et des lieux, mais dénué de toute réalité sociologique profonde puisque déconnecté des relations sociales et des rapports sociaux ordinaires établis sur la base d'une reconnaissance mutuelle, quoiqu'inégale, de la position occupée dans la structure sociale. Cette extériorité était aussi le lot des positionnements plus clairement misérabilistes ou populistes. Dans le misérabilisme, on trouvait le recours à la notion de quartier-monde ou de sous-prolétariat, qui signalait l'existence d'un groupe hors-classe, y compris dans la version marxiste ; l'armée de réserve du travail, c'était très fonctionnel, mais ça n'apprenait pas grand chose sur la

pauvreté. Et dans le populisme on trouvait l'idée d'une culture des pauvres, ou d'une sous-culture, ou d'une sub-culture, avec tous les raffinements théoriques possibles. Fonctionnalisme et culturalisme se partageaient donc un objet fantôme situé en parfaite extériorité. L'exotisme du sujet correspond, dans les deux cas, à l'extériorité de l'objet⁶.

La traduction spatiale de cette extériorité, c'était l'enclave, dont la cité de transit, après le bidonville et le taudis, était le parfait prototype. Nous analysions les pratiques, notamment les pratiques économiques, et les sociabilités, familiales et extra-familiales, en partant de l'intérieur de la cité, en considérant pleinement sa consistance, en faisant de l'espace vécu et de l'histoire qui s'y rattache le socle de la vie quotidienne. Les pratiques économiques locales, l'économie souterraine, les échanges multiples, orientaient l'ensemble de la vie économique c'est à dire des actions pour survivre. De la même façon les règles locales de sociabilité polarisaient l'ensemble de la vie sociale. Et nous suggérions que les valeurs ou les idéaux qui orientent les conduites étaient aussi un produit ou plutôt une émanation de la vie quotidienne.

Puis nous sortions de la cité, mais toujours en partant d'elle, pour montrer comment l'enclave captait des richesses diverses, monétaires ou en nature, humaines et morales, qu'elle ramenait en son sein. L'opposition entre *Eux* et *Nous*, qui structure classiquement depuis Richard Hoggart⁷ les relations entre le monde des ouvriers et l'autre monde, le nôtre, cette opposition statique entre deux camps, était dynamisée et déplacée par l'existence de la "banque sociale", de tout cet ensemble d'aides monétaires et en nature que dispense plus ou moins généreusement notre Etat-providence. C'est la banque sociale, et non la rue ou l'espace public en général, avec leurs petites altercations ou leurs grands conflits, qui fait l'interface entre *Eux* et *Nous*.

Finalement les ressources monétaires ou en

nature, humaines et morales, exerçaient bien un effet en retour sur l'enclave. L'espace autant que la vie quotidienne étaient structurés par l'affrontement de deux forces: l'une, centripète, qui tend à ouvrir la cité sur l'extérieur, polarise les opinions et les modes de conduite vers le monde ordinaire; l'autre, centrifuge, qui tend à privilégier la règle locale, les arrangements entre semblables, et polarise ces mêmes opinions et modes de conduite vers la perpétuation de l'enclave.

Un espace écartelé entre deux forces, donc, auquel correspondait, dans l'ordre de la vie sociale, la mise en évidence d'une sociabilité obligatoire, c'est à dire de l'obligation de se lier, de s'allier, de voir, de se faire voir, d'échanger, de s'arranger en permanence pour survivre ou tout simplement pour vivre dans la cité. C'est clairement la force centrifuge qui l'emportait. Et la violence peut être décryptée comme l'indice de l'affrontement de ces deux forces.

Les incursions dans le passé, dans l'histoire locale, montraient aussi que ces enclaves, succédant aux taudis et aux bidonvilles, caractérisaient des populations qui avaient toujours vécu dans l'extériorité, fut-ce celle des ouvriers que la bonne société de l'époque voyait campant aux portes des villes, fut-ce celle des manoeuvres et des étrangers interdits de HLM, fut-ce celle des abonnés au bureau des pauvres. C'est en élargissant le propos à l'histoire des taudis en général⁸, à l'histoire des HLM⁹, à la question du travail au noir¹⁰ ou à l'histoire de la protection sociale¹¹, que nous devons par la suite repérer les milliers de fils ténus qui relient ces enclaves et ces vies au monde ordinaire. Mais ceci est une autre histoire.

Nous faisons notre travail de chroniqueurs dans une proximité étroite avec les habitants des cités, usant pleinement de nos cinq sens et transcrivant fidèlement les choses vues, entendues et senties au cours de ces journées dont nous revenions harassés. Cependant, nous usions assez peu de la parole, répétant seulement, régulièrement,

la p
sen
sur
On
tiqu
liste
deh
c'es
rela
fut-
grou
cett
nom
me
lecti
indi
sont
dans
struc
rer l
com
gran
systè
prof
dès l
en cl
nous
acce
"yeu
parfo
Si nc
de l'e
re au
pas p
mais
const
à un
cher
nent
objet
Notre
croyo
breust
l'ayan
repér
liées, s
matio
qu'on

la parole publique qui justifiait notre présence, que nous étions là pour faire un livre sur les cités, etc...

On peut voir dans cette dernière caractéristique un autre effet de l'exotisme, misérabiliste ou populiste¹². C'est que la parole, en dehors de la parole publique, justement, c'est toujours le support et la marque d'une relation à un individu, à une singularité, fut-ce celle d'un petit collectif (famille ou groupe de pairs). En réalité, la parole crée cette singularité, elle la fait exister, en la nommant, en l'énonçant. Or dans l'exotisme on est dans la relation à une entité collective abstraite, un *Autre* collectif dont les individualités historiques constitutives ne sont que des échantillons, des spécimens dans une collection. Michel Foucault et les structuralistes nous ont appris à ne considérer les individus (et donc nous-mêmes) que comme des vaguelettes à la surface des grandes structures de pensée et des grands systèmes formels qui organisent la réalité en profondeur ; mais il ne peut en aller ainsi dès lors qu'il s'agit de considérer des autres en chair et en os, des autres plus faibles que nous, de surcroît, auxquels il n'est pas acceptable d'assigner ainsi le statut des "yeux" qui flottent sur le café que l'on boit parfois avec eux dans les cités.

Si nous avons rappelé ici les caractéristiques de l'enclave telle que nous pouvions la décrire au début des années quatre-vingt, ce n'est pas pour le plaisir de l'auto-dénigrement¹³, mais pour pointer la correspondance entre la construction sociale de la réalité qui s'impose à un moment donné et la relation que les chercheurs, à ce même moment, entretiennent avec leur objet, surtout lorsque cet objet est un sujet ou un groupe de sujets. Notre schéma reste fortement évocateur, croyons-nous, d'une réalité que de nombreuses recherches spécifient encore, mais, l'ayant mis à plat, il doit être plus aisé d'en repérer les transformations, elles-mêmes liées, si nous ne nous trompons, aux transformations de la réalité sociale en général telle qu'on peut la saisir, toujours avec retard, en

ce début des années quatre-vingt dix.

II - LA FIN DE L'ENCLAVE?

De l'exotisme à l'exclusion il n'y a qu'un pas, que le ralentissement de la croissance a justement permis de franchir. Ce que découvre la marée basse, c'est la réalité oubliée, et que nous pensions tous en voie de disparition, réduite à quelques enclaves.

Malgré les bulldozers ou peut-être à cause d'eux, nous nous reprenons à avoir peur. Sur la carte des villes, les contours des ZUP, des cités ouvrières, des ensembles HLM, des zones intersticielles, sont soulignées de rouge, et sur les photos aériennes les grandes masses sombres sont entourées à l'encre comme aux beaux jours de la reconstruction. Une massification des enclaves : voilà ce à quoi nous avons assisté au cours de ces années, impuissants, incrédules et sans doute incompetents. Les opérateurs sociaux courent après les pratiques, mais nous arrivons plus tard qu'eux encore et lorsque nous nous moquons d'eux, de leur méconnaissance des pratiques, c'est l'hôpital qui se moque de la charité.

Ce à quoi nous assistons, c'est à une *transformation de la structure sociale*, une cristallisation, une fixation de l'énorme travail de tri que les processus de promotion sociale accompagnant les années de croissance ont opéré jusque vers le milieu des années soixante-dix, et continuent, mais bien plus lentement, à opérer.

Dans de nombreuses cités, ce n'est plus le grand brassage, mais un petit brassage à l'intérieur de la pauvreté. Pour une minorité, il s'agit encore de mobilité sociale; mais pour beaucoup, le but est de se maintenir dans une économie précaire où l'emploi reste la ressource principale ; pour beaucoup d'autres, il s'agit de ne pas trop s'éloigner du travail, en maintenant des périodes d'emploi, malgré le chômage. Pour beaucoup d'autres encore, toute l'énergie est mobilisée sur la protection de la famille, du logement, et il y a enfin tous ceux qui ont

décroché à la fois du travail, des ressources officielles et de la famille. La posture théorique qui était celle de l'antipaupérogie devient intenable. La pauvreté des années quatre-vingt dix, c'est toujours le produit des institutions qui la désignent et la traitent comme telle, mais c'est aussi le produit d'une structure sociale rigidifiée, passée au fixatif avec le ralentissement de la croissance. Il s'agit précisément de savoir comment se combinent ces deux effets, institutionnels (ou politiques) et sociaux¹⁴.

Nous ne sommes pas capables de dire, précisément parce que nous manquons de la vue d'en haut, comment ces transformations se traduisent dans l'espace urbain. Nous voyons bien que des populations sont concentrées sur la base de leur statut, titulaires du revenu minimum d'insertion ou de l'allocation de parent isolé, par exemple, dans certaines tours, dans certains îlots. Mais nous ne voyons pas le mouvement d'ensemble de l'agglomération, qui recompose ici en laissant se décomposer là, dans telle cité qui se vide et tombe en morceaux, fournissant l'image d'une décomposition, alors qu'en fait ça se recompose ailleurs. Donc nous sommes aveugles. Appel encore une fois au géographe-historien.

S'agissant des terrains où nous allons, par contre, nous pouvons évaluer les effets de la *massification*. On observe dans certaines cités la cohabitation des héritiers de la culture ouvrière, des héritiers de la pauvreté assistée et des migrants auxquels il a enfin été donné d'accéder à l'HLM. Il faudrait parler à propos de ces cités d'enclaves partielles parce que des forces extrêmement hétérogènes exercent leur emprise sur l'espace et que des individus aux ressources économiques, sociales et culturelles très différentes sont aux prises avec ces forces. Il y a de nouveaux circuits de consommation, par exemple, ceux des soldeurs (*Liddle, Mutant...*), qui diffusent dans ces banlieues de la nourriture à bas prix que nous ne nous risquons pas à consommer. La dépendance des habitants à l'égard de ce circuit dépend

de leur mobilité.

Dans le schéma traditionnel, on analysait l'espace comme structuré par deux forces opposées, celle du marché, ouvert sur les échanges locaux, nationaux et internationaux, d'une part, et, d'autre part, celle de l'Etat, qui fixe les populations, par le biais des aides sociales, dans un domicile et donc sur un territoire. Mais le jeu de ces deux forces s'est considérablement complexifié et aujourd'hui c'est l'Etat qui fait tourner les pauvres dans la ville tandis que les soldeurs les fixent à domicile. Quand l'économie de la drogue envahit les cités, c'est un branchement sur le marché mondial si l'on veut, mais c'est aussi la création d'une zone interdite, cave, cage d'escalier, garage ou parking, que l'on protège et dont on ne sort pas, sauf à être fixé à nouveau, par la police, la justice ou la médecine.

La vie sociale présente la même *hétérogénéité*. Les forces centrifuge et centripète ne jouent plus de la même façon suivant les moments et suivant les groupes. A un pôle, des ouvriers et des employés tentent de maintenir une vie privée, une intimité, un rythme d'alternance de travail et de loisirs, une ouverture sur l'extérieur, malgré la mobilité réduite. A l'autre pôle, des hommes privés de tout statut, serait-ce du statut d'assistés, ne peuvent même plus être titulaires du bail pour les logements qu'occupent leurs femmes et leurs enfants, et couchent une nuit sur deux dans une voiture démontée sur le parking.

Entre ces deux pôles, une diversité de situations dont le meilleur indicateur est sans doute la capacité plus ou moins grande à maintenir une distinction entre la vie privée et la vie publique, entre le discours public et la parole privée, distinction qui se marque dans l'espace, c'est à dire sur le parking, dans l'escalier, sur la porte, dans le couloir, dans le séjour, dans la cuisine, dans la salle de bains et dans les chambres¹⁵. Cette diversité des positions et des statuts qui leur correspondent exacerbe le souci de préserver son identité, ses marques, ses dif-

férences, et conduit bien sûr à la multiplication des heurts de toute sorte.

C'est toujours la *sociabilité obligatoire* qui sert de premier recours pour faire face à ces heurts. On pourrait dire de la sympathie, de l'affectivité en général, qu'elle est la véritable institution de la cité. C'est en prenant sur soi, sur son temps, sur son argent, sur sa résistance physique et morale, que l'on fait face aux petites et aux grandes catastrophes de la vie de tous les jours. Exploitation permanente sans limites et jusqu'aux dernières miettes de toutes les ressources possibles, déploiement d'attention, d'empathie, de sympathie, résistance organisée à toute agression venue de l'extérieur, redéfinition permanente de l'intérieur et de l'extérieur, de l'ami et de l'ennemi. Cette exploitation de toutes les ressources génère elle-même de nouveaux heurts et surtout elle n'est pas toujours capable de répondre à la violence, qu'elle vienne de l'intérieur ou de l'extérieur, de l'ami ou de l'ennemi. Or l'intervention de la puissance publique, de l'autre règle, est toujours tardive, insuffisante, et surtout, comme dans la relation exotique dont il était question précédemment, elle ignore ou met en doute la parole individuelle, elle s'adresse au groupe, à la collectivité, elle traite la cité comme si celle-ci était un ensemble homogène (et cependant distinct de la grande cité, la vraie).

C'est pourquoi les témoignages sont si souvent contestés, discrédités. Il faut trois ou quatre témoins pour se faire entendre, ou bien il faut une pétition, alors que dans l'ordre des relations ordinaires, le témoignage individuel est pris en compte, entendu, même s'il ne suffit pas toujours. Le bailleur, la police, la municipalité exigent le regroupement, l'association, le nombre. Or sans droit au témoignage, il est impossible d'accéder à une histoire locale, de participer à un débat, on reste un être "sans voix". Le témoignage est déjà problématique en raison des solidarités qui existent, de la sociabilité obligatoire qui retient de témoigner, surtout sur les affaires intérieures, sous

peine d'être perçu comme un délateur. L'impossibilité de témoigner tend à confiner le règlement des heurts dans l'espace de la cité, et à accepter, lorsque l'on ne peut plus faire autrement, les caricatures de l'histoire telle qu'elle s'inscrit dans les dossiers du bailleur, de la police, de la justice ou de la municipalité. Voici deux enfermements qui se renforcent. Ne reste que la possibilité, après un premier refus, de la mobilisation.

A époque nouvelle (si notre diagnostic est correct), nouvelle forme d'implication du chercheur, nouvelle relation avec les enquêtés. Ils ne sont pas exotiques, ils sont du monde ordinaire, ils forment une catégorie ou une classe au plus bas de la structure sociale, cette catégorie ou cette classe organisée, comme les autres, comme la nôtre, par la combinaison de deux principaux éléments identitaires : le statut professionnel et la position vis à vis de l'Etat protecteur. Ils ne sont pas des objets mais des sujets, aux prises avec l'espace et le temps de la récession. Ils sont des individus et veulent être traités comme tels.

Il est de bon ton de se plaindre avec nostalgie du mouvement pluriséculaire et conquérant de l'individualisme tout en se considérant soi-même et en considérant ses égaux comme des êtres uniques, comme la source de la plus haute des valeurs, les droits de l'homme. Cela ne veut pas dire que l'approche collective des situations est sans fondement, tout au contraire, cela veut dire qu'il n'y a d'action collective possible que lorsque les individus qui composent cette collectivité peuvent exister comme sujets. Les habitants des cités, comme nous-mêmes, ne sont pas réductibles à leur groupe d'appartenance, encore moins à la collectivité résidentielle qui est la leur. En réalité l'intervention publique et la recherche marchent de pair tout en feignant de s'ignorer. Au cours des années quatre-vingt, elles ont opéré dans la plus parfaite neutralité. Un regard, ça se communique, c'est contagieux.

Sortir de la neutralité, c'est reconnaître son propre sentiment d'indignation et cette indignation peut être un instrument de connaissance. Lorsque nous allons dans l'une de ces cités qui se décomposent, nous sommes obligés, pour accéder au logement de nos "informateurs", de longer tout le rez-de-chaussée de l'immeuble, prévu pour des boutiques et des locaux collectifs, et qui font penser à une vue de Beyrouth avant la reconstruction, puis de traverser le hall d'entrée, qui a brûlé il y a plus de six mois et que le bailleur n'a pas songé à refaire, tout absorbé qu'il est dans la composition d'un savant cocktail de populations pour la cité d'à côté. Les murs noircis et les huisseries carbonisées, auxquelles s'accrochent encore les gaines et les fils électriques dénudés nous accompagnent jusqu'au troisième étage, où logent nos enquêtés. De quoi sommes-nous indignés? Non pas tant de l'aspect physique des lieux eux-mêmes, et de l'incurie du bailleur, que du mécanisme intellectuel enclenché par ce spectacle : "voilà des gens bien, qui soignent bien leur logement, qui sont propres, qui sont normaux", sommes-nous obligés de nous dire en prenant le café avec eux, et probablement devrions-nous faire un raisonnement comparable pour chacun des locataires de cet immeuble, et probablement aussi, pour quelques uns, n'y parviendrions-nous pas. Que nous apprend cette vertueuse indignation? Que les murs qualifient bien les hommes, y compris dans l'esprit du sociologue, aurait-il construit le plus scientifiquement son objet, donc que le béton est bien en cause, que *le béton parle*, qu'il faut écouter ce qu'il dit et en l'occurrence qu'il faut protester contre ce qu'il dit.

Cependant, nous objectera-t-on, le bailleur est une cible facile et bien souvent la décomposition se produit à l'intérieur de la famille, dans les logements eux-mêmes, et entre les gens. Oui. Nous nous indignons aussi, dans une autre cité, lorsque nous pénétrons dans certain logement où les vélos s'entassent dans le couloir, où le chien se croit au jardin, où les choses

s'empilent en dépit du bon sens et où le café donne mal au cœur et à l'estomac. Pareillement nous sommes tenus à un effort de requalification, nous nous remémorons les qualités humaines, le sens de la solidarité, et l'implication des habitants de ce logement, bref nous distinguons les murs de ceux qui les hantent. Que nous apprend cette indignation-là? Que les choses sont toujours plus compliquées qu'on ne le croit et qu'on ne le dit, qu'avoir une vie privée en morceaux et un intérieur en lambeaux n'empêche pas une vie publique cohérente et engagée, et qu'à l'inverse les intérieurs nets et bien soignés sont parfois l'indice d'un repli sur l'espace domestique dont les finalités sont d'ailleurs clairement liées à la question du brassage social¹⁶. C'est une autre façon, peut-être pertinente, de poser la question de la distance sociale.

CONCLUSION

Nous n'avons pas voulu démontrer une hypothèse mais raconter une expérience. On nous accordera cependant que les illusions d'optique ont du bon. Le regard rétrospectif nous amène en particulier à réévaluer le rôle des praticiens, à réaliser en tous les cas qu'ils occupent vis à vis de leur client une position symétrique à celle du chercheur vis à vis de son objet. En accommodant les deux visions, celle du géographe-historien et celle du sociologue, on ne découvre en effet rien de très bouleversant par le grand bout de la lorgnette. Par le petit à l'inverse, on doit être intéressé de voir le scientifique et le praticien assis sur le même antagonisme social et tournés dos à dos, d'entendre leur plainte sur l'incommunicabilité de la science et de l'action, et de constater qu'ils regardent parfois la réalité sociale en-dessous d'eux mais qu'entre ces regards, l'opérationnel et le scientifique, il n'y a guère d'épaisseur, à peine celle des vêtements qu'une légère inquiétude rend humides de sueur sur leurs dos accolés.

où le
omac.
effort
orons
lidari-
: loge-
rs de
prend
: sont
croit
privée
de
rente
rieurs
ndice
nt les
s à la
: une
poser

une
nce.
illu-
gard
ter à
r en
leur
e du
oi:
géo-
, on
ver-
ar le
s de
ir le
os à
sur
: de
ent
eux
l et
r, à
ère
urs

NOTES

- 1 Le point de départ de cet article est le travail du groupe "Banlieues de banlieues" de l'Université Paris VIII et du GRASS-CNRS. Nous remercions Michel Joubert, Abou N'Diaye et tous les participants de ce groupe, qui ont contribué à la réflexion présentée ici.
- 2 Les principaux résultats de ce travail ont été publiés dans Laé J.F., Murard N., *L'Argent des pauvres. La vie quotidienne en cité de transit*, Paris, le Seuil, 1985.
- 3 René Lenoir, *Les Exclus*, Paris, le Seuil, 1974.
- 4 Cette critique était clairement argumentée dans Jobert B., *Le Social en plan*, Paris, Editions ouvrières, 1981.
- 5 Sur ce point Ruwen Ogien, *Théories ordinaires de la pauvreté*, Paris, PUF.
- 6 Ces questions avaient été défrichées dans le séminaire de Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, publié dans *Le Savant et le populaire*, Paris, Gallimard/Seuil/EHESS, 1989.
- 7 Hoggart R., *La Culture du pauvre*, Paris, les Editions de Minuit, 1970.
- 8 Voir Laé J.F., Murard N., (dir.), *Mémoire des lieux : une histoire des taudis*, Cahiers TTS.
- 9 Laé J.F., *Du Bidonville au HLM : l'éclipse du pauvre*, Paris, Grass, 1991.
- 10 Laé J.F., *Travailler au noir*, A.M. Métailié, 1989.
- 11 Murard N., *La Protection sociale*, Paris, la

Découverte, 1989, coll. "Repères".

12 On en trouvera un bon exemple après-guerre dans un film militant comme *Aubervilliers*, où les misérables n'ouvrent pas la bouche, et l'on verra dans un des premiers films sociologiques : *La rue du moulin de la pointe*, l'hésitation de Paul-Henri Chombart de Lauwe entre la voix off (comme dans *Aubervilliers*) et la parole donnée aux habitants, d'une telle manière parfois que la réponse est forcée.

13 En effet l'usage de la parole n'est pas la panacée ; tout ne passe par la parole. Parler peu, c'est aussi ne pas se comporter comme les travailleurs sociaux, les professionnels de la parole, justement, qui sont dans les cités. Enfin l'objet même de notre recherche, l'obtention et l'utilisation des ressources, supposait, plutôt qu'un dialogue, l'observation directe des pratiques. Ce problème est bien étudié par Schwartz O., "L'Empirisme irréductible", postface à Anderson N., *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, 1993.

14 Sans doute ce constat n'est-il pas étranger aux prises de position récentes de Pierre Bourdieu, qui installe, en lieu et place de son ancienne conceptualisation, la parole de ceux qui souffrent au principe du dévoilement de la réalité sociale contemporaine, in *La misère du monde*, Paris, le Seuil, 1993.

15 Sur ces questions, voir aussi Schwartz O., *Le Monde privé des ouvriers*, Paris, PUF, 1990.

16 Sur ce point aussi, Schwartz O., op. cit.